













Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services

**ACCOMPAGNEMENT POUR LA VALORISATION DES
CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE (CEE) POUR LES
ETABLISSEMENTS DU GHT 72**

**Cahier des Clauses Administratives
Particulières (C.C.A.P.)**

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services</p> <p><u>Objet</u> : ACCOMPAGNEMENT POUR LA VALORISATION DES CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE (CEE) POUR LES ETABLISSEMENTS DU GHT 72</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Centre hospitalier du Mans 194 avenue Rubillard 72037 - Le Mans cedex 9</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Voir Annexe A du CCAP, 72037 Le Mans cedex 9</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas alloti.</p>
	<p>La durée de l'accord-cadre est de 12 mois.</p>
	<p>Le marché est à prix unitaires.</p>
	<p>L'accord-cadre est actualisable.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>L'accord-cadre prévoit la possibilité pour l'acheteur de conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent marché, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1. PREAMBULE	4
PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES.....	4
ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 2. DUREE.....	4
ARTICLE 3. ACCORD-CADRE	5
3.1. TYPE D'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 5. ASSURANCES.....	5
ARTICLE 6. INTERVENANTS.....	6
6.1. SOUS-TRAITANCE	6
6.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	6
PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT.....	6
ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	7
7.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX	7
7.2. CONTENU DU PRIX.....	7
7.3. VARIATION DES PRIX.....	7
ARTICLE 8. AVANCE	7
ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 10. MODALITES DE PAIEMENT	8
10.1. DELAI DE PAIEMENT	8
10.2. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	8
10.3. FACTURATION	8
PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION	8
ARTICLE 11. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	8
ARTICLE 12. DEVELOPPEMENT DURABLE.....	9
ARTICLE 13. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS.....	9
ARTICLE 14. PROPRIETE INTELLECTUELLE	10
14.1. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	10
PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....	10
ARTICLE 15. ADMISSION.....	10
ARTICLE 16. DELAI DE GARANTIE	10
PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES	10
ARTICLE 17. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE.....	10
ARTICLE 18. RESPECT DU REGLEMENT INTERIEUR ET HOPITAL SANS TABAC	11
ARTICLE 19. RESPECT DU PRINCIPE DE LA REPUBLIQUE	11
ARTICLE 20. ANNULATION BON DE COMMANDE	12
PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION.....	12
ARTICLE 21. PENALITES ET PRIMES	12
ARTICLE 22. MESURES COERCITIVES	13
ARTICLE 23. CAS DE RESILIATION	13
ARTICLE 24. LITIGES ET DIFFERENDS	13
PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG	13

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) est créé, depuis le 1er juillet 2016, par une convention constitutive.

La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements parties du GHT 72, à savoir le :

- Centre Hospitalier de Montval-sur-Loir (ex Château du Loir)
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier du Lude
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (Sites de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé le Guillaume)
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM)
- Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)
- EHPAD de Bessé sur Braye

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Objet des services : ACCOMPAGNEMENT POUR LA VALORISATION DES CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE (CEE) POUR LES ETABLISSEMENTS DU GHT 72.

Lieu de prestation du service : Voir Annexe A du CCAP, 72037 Le Mans cedex 9

Le montant de commande du marché est limité à 4 000.000,00 € HT.

ARTICLE 2. DUREE

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

La durée de l'accord-cadre commence à courir à partir de la notification.

Le Titulaire s'engage à valoriser tous les dossiers relatifs à des conventions de valorisation signées pendant la durée de l'accord-cadre, même si l'achèvement des travaux intervient après le terme de celui-ci (quelle que soit la cause du terme).

Délai d'exécution :

Les délais d'exécutions sont spécifiés au sein du présent CCAP.

Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconduction. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois.

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Prestations similaires :

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent accord-cadre, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

ARTICLE 3. ACCORD-CADRE

3.1. Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels de l'accord-cadre sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)
- L'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

Informations sur les pièces générales

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent Marché, elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement les télécharger sur <http://www.legifrance.gouv.fr>

Cette liste n'est pas limitative, le Titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du Marché.

Quoiqu'il en soit, la seule signature de l'acte d'engagement entraîne l'acceptation des pièces du présent marché dans leur totalité.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 5. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 6. INTERVENANTS

6.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

6.2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

7.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.

7.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés fermes : ils consistent en un pourcentage d'intéressement du titulaire sur les valorisations de CEE obtenues en conséquence des prestations réalisées par le titulaire.

Il faut distinguer la prime (Pr) versée aux établissements de la rémunération (R) du titulaire :

$$Pr = (1 - R) \times P_{cee}$$

Où R est le pourcentage d'intéressement demandé par le Titulaire et

P_{cee} est le prix du CEE publié par la plate-forme EMMY sur son site Internet www.emmy.fr

La valorisation des CEE (P_{cee}) est révisée à chaque étude des dossiers avec le meilleur tarif en vigueur et basée sur le Prix Moyen pondéré de l'indice à terme (en €/MWhcumac) publié sur C2E Market à la maturité prévisionnelle de fin de travaux sur le site Internet <https://c2emarket.com/>.

En cas de disparition de la référence C2E Market ou de l'installation d'un nouvel indice public plus représentatif de la valeur des CEE échangés, les parties se rencontreront à l'initiative du Centre hospitalier du Mans pour déterminer un nouvel indice de référence.

7.3. Variation des prix

Les prix sont fermes.

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG fournitures courantes et services, la somme reversée aux Etablissements peut faire l'objet de variations par modification du prix fixé dans le BPU et/ou de la formule d'indexation, dans le cas prévu par la clause de réexamen du présent CCAP.

Aucune variation ne peut être acceptée à la baisse pour des opérations déjà engagées (signature d'une convention de valorisation).

ARTICLE 8. AVANCE

Sans objet.

ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 10. MODALITES DE PAIEMENT

10.1. Délai de paiement

Chaque paiement se fera sur émission d'une facture/ou d'un titre de recette ou équivalent de la part de l'établissement concerné dans un délai maximal de 30 jours.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements : Voir Annexe A du CCAP

10.2. Modalités de règlement des comptes

Contenu de la demande de paiement :

Le titulaire se rémunère directement sur la prime CEE obtenue au titre des travaux et investissements éligibles au dispositif CEE et réalisés par l'établissement dans le périmètre du marché selon le pourcentage d'intéressement contractuellement fixé à l'annexe financière.

le Titulaire s'engage à reverser à l'Etablissement ayant effectué des travaux une prime correspondante au volume déposé valorisé au prix du CEE publié par la plate-forme EMMY sur son site Internet www.emmy.fr, auquel est appliquée pourcentage d'intéressement demandé par le Titulaire.

Par dérogation aux alinéas précédents, à la demande exclusive de l'Etablissement et après accord du Titulaire, la prime pourra être versée soit par anticipation c'est-à-dire avant l'achèvement des travaux, soit être versée à l'entreprise réalisant les travaux pour le compte de l'Etablissement. Les modalités pratiques et exhaustives de mise en œuvre de tel versement sont définies dans l'Offre du Titulaire.

Remise de la demande de paiement :

Chaque paiement se fera sur émission d'une facture/ou d'un titre de recette ou équivalent de la part de l'établissement concerné dans un délai maximal de 30 jours.

Les coordonnées des comptables assignataires de chaque établissement membre du GHT 72 sont indiquées dans l'Annexe A – Coordonnées des établissements membres du GHT 72 jointe au présent CCAP.

Facturation électronique :

Sans objet.

10.3. Facturation

Coordonnées du service responsable de la vérification des factures : Voir Annexe A du CCAP

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 11. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande ainsi que toute demande de modification apportée à la demande initiale prennent la forme de conventions de valorisation conformes à la réglementation relative au dispositif des CEE.

Ils peuvent être émis par courrier, courriel ou télécopie. Chaque bon de commande contient les mentions obligatoires prévues par la réglementation CEE.

Seuls sont valables les bons de commande émis et signés par l'établissement concerné.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le Titulaire doit notifier ses observations dans un délai de 3 jours à compter de la réception du bon de commande.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

ARTICLE 12. DEVELOPPEMENT DURABLE

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

ARTICLE 13. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS

Clause de réexamen :

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique relatif aux modifications de marché public, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de recourir notamment à la clause de réexamen dans les conditions définies ci-après :

- En application de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, en cas de changement de titulaire dans le cadre de la distribution de produits à titre exclusif.
- Dans le cadre d'évolutions des conditions financières soumises à la force majeure, dans la mesure où un accord financier peut être accepté par le pouvoir adjudicateur.
- En cas d'opération totalement ou partiellement auto-financée par les CEE, les conditions d'exécution techniques et financières peuvent être adaptées (réévaluation de la valorisation des CEE) afin de répondre aux besoins des Établissements concernés par ces opérations. Les adaptations sont réalisées dans le cadre d'un avenant.
- En cas d'opération supérieure à 20 GWhc, les conditions d'exécution techniques et financières proposées par le Titulaire dans son Offre peuvent être adaptées dans un sens plus favorable aux Établissements du GHT 72s, dans le cadre d'un avenant.
- En cas d'évolutions réglementaires intervenues depuis le début ou intervenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, susceptibles d'avoir une incidence sur les prestations proposées par le Titulaire. En pareille hypothèse, le Titulaire peut proposer au Centre Hospitalier du Mans de nouvelles prestations ou de nouvelles conditions d'exécution permettant de prendre en compte les évolutions réglementaires. Les modifications proposées sur le fondement du présent alinéa donnent lieu à la conclusion d'un avenant, tenant compte de leurs éventuelles conséquences financières sur l'exécution de l'accord-cadre.
- En cas d'opération éligibles à des programmes « coup de pouce », un avenant peut être conclu afin d'adapter les conditions d'exécution techniques ou financières du présent accord-cadre.

ARTICLE 14. PROPRIETE INTELLECTUELLE

14.1. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

ARTICLE 15. ADMISSION

Déroulement des opérations de vérification :

Par dérogation à l'article 28 du CCAG fournitures courantes et services, les prestations sont réputées admises à la validation par le Titulaire de la complétude des dossiers.

Le Titulaire s'engage à ne pas déposer de dossiers, tant qu'il n'a pas transmis un avis de complétude aux Établissements.

ARTICLE 16. DELAI DE GARANTIE

Par dérogation à l'article 33 du CCAG fournitures courantes et services, aucun délai de garantie n'est applicable à ce marché.

PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 17. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

Protection des données à caractère personnel :

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG fournitures courantes et services, Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Obligation de confidentialité :

A l'occasion de leurs missions, les personnels du titulaire peuvent avoir connaissance et détenir des documents et des informations de nature confidentielle relatifs aux installations, matériels et activités du Centre Hospitalier du Mans ou des autres établissements membre du GHT 72. En conséquence, ils seront tenus d'observer la plus grande discrétion et de respecter rigoureusement l'obligation de réserve pendant toute la durée de la prestation, voire au-delà du terme du contrat de travail. L'employeur devra apporter la preuve qu'il a intégré une clause de confidentialité aux contrats des personnels du titulaire intervenant dans le cadre de la prestation. Un rappel des obligations de réserve sera fait régulièrement par leur employeur.

Toutes les données transférées au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché ont un caractère stratégique et strictement confidentiel. L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » dans sa dernière version et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

ARTICLE 18. RESPECT DU REGLEMENT INTERIEUR ET HOPITAL SANS TABAC

Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac

Le titulaire du marché est tenu au respect du règlement intérieur du (ou des) Centre(s) Hospitalier(s) concerné(s). Le règlement intérieur sera transmis au titulaire à la notification du marché.

[CHM] Par ailleurs, en tant qu'établissement de santé, le Centre Hospitalier du Mans a décidé de renforcer son action en faveur de la prévention des risques liés au tabac et s'engage dans la stratégie nationale de promotion des lieux de santé sans tabac.

Pour soutenir les personnes en cours de sevrage et pour protéger les non-fumeurs, toute l'enceinte du CHM, y compris les espaces extérieurs, est non-fumeur.

Seules quelques zones fumeur clairement identifiées restent à disposition des personnes qui souhaitent continuer l'usage du tabac.

En cas de non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 10 € par manquement constaté.

D'une manière générale, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés au présent CCAP (Lois, Décrets, Arrêtés, Règlements, circulaires, ...) de tous textes administratifs nationaux d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

Respect des principes de la République

La loi du 24/08/2021 (confortant les principes de la République) impose au titulaire du marché (si ce marché lui confie l'exécution d'un service public), d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction (dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public) s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations.

Des contrôles pourront être mis en place et des sanctions prononcées, lorsque le titulaire du marché ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

ARTICLE 19. RESPECT DU PRINCIPE DE LA REPUBLIQUE

La loi du 24/08/2021 (confortant les principes de la République) impose au titulaire du marché (si ce marché lui confie l'exécution d'un service public), d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction (dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public) s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations.

Des contrôles pourront être mis en place et des sanctions prononcées, lorsque le titulaire du marché ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

ARTICLE 20. ANNULATION BON DE COMMANDE

L'annulation d'un bon de commande n'a pas pour objet de résilier le marché à bons de commande et constitue une simple mesure d'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'annuler par voie écrite et émis de manière dématérialisée (télécopie, courriel) toute commande n'ayant pas encore été exécutée.

L'annulation interviendra dans un délai maximum de 10 jours ouvrés avant la date de commencement d'exécution.

Si une avance a été versée, elle devra être remboursée dans un délai de 30 jours à compter de l'annulation du bon de commande.

En cas d'annulation du bon de commande, aucune indemnité n'est prévue au titulaire.

PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 21. PENALITES ET PRIMES

Engagements de résultat et pénalités associées

Le Titulaire s'engage sur les critères suivants. En cas de non-respect des engagements, les Établissements se réservent le droit d'appliquer les pénalités correspondantes telles que définies ci-dessous.

Engagement et pénalités vis-à-vis des Établissements :

Délais de Réponses aux sollicitations d'un Établissement:

- Demande de relecture des clauses d'un DCE: 15 jours ouvrés
- Demande de validation d'éligibilité d'une opération standard: 5 jours ouvrés
- Demande de RDV (avec au moins un RDV physique par an): 7 jours ouvrés

Pénalités associées :

- 100 € par jour ouvré de retard
- 1000 € en cas de non présentation à un RDV programmé (sauf cas de force majeur, intempérie, santé etc ..)

Volume minimal des opérations: Pas de taille minimum. Tous les dossiers remontés devront être traités et valorisés par le Titulaire.

Vérification des dossiers CEE: 1 seule demande de pièces complémentaires ou modifiées.

Validation d'un dossier: 15 jours ouvrés, à partir du dépôt de tous les documents nécessaires sur la plateforme.

Pénalités : 100 € par jour ouvré de retard.

Paiement des CEE: 30 jours calendaires à compter de l'émission du titre de recette par l'établissement concerné.

Pénalités : 0,02% du montant de la facture par jour calendaire de retard.

Dérogations relatives aux pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités énoncées ci-dessous sont cumulatives et encourues sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation des faits.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération n'est prévue.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 22. MESURES COERCITIVES

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 23. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

ARTICLE 24. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :
Tribunal administratif de Nantes

Tél. : 02 55 10 10 02

Fax : 02 55 10 10 03

Email : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

CCIRA de Nantes

Tél. : 02 53 46 79 83

Fax : 02 53 46 79 79

Email : paysdl.ccira@dreets.gouv.fr

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé à l'article 5.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 11.8 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 33 du CCAG Fournitures Courantes et Services.